

SOCIÉTÉ**Mixité, égalité... laïcité**

Les jeunes enseignants veulent une laïcité élargie aux principes de mixité sociale et d'accessibilité à l'enseignement, montre un sondage CSA.

Cent ans après son éclosion, quelle perception les jeunes profs ont-ils de la laïcité ? Le SE-UNSA s'est posé la question et a chargé le CSA d'effectuer une enquête auprès d'enseignants encore en formation : 1 754 étudiants en IUFM - majoritairement des futurs professeurs des écoles - ont répondu au questionnaire. Sans créer de réelle surprise, le résultat démontre que la nouvelle génération n'a certes pas connu les grandes bagarres laïques, mais n'en est pas moins attachée à ce principe : 98 % des jeunes enseignants le jugent important, voire très important pour 72 % d'entre eux. De même, ils sont une large majorité (89 %) à se dire favorables à la loi de 2004 sur l'interdiction des signes religieux à l'école. Au reste, 84 % des sondés estiment que l'enseignement public est effectivement laïc.

Laïc d'accord, mais laïc comment ? Lorsqu'on leur demande de choisir une définition, 62 % répondent que la laïcité est avant tout « l'apprentissage du

vivre ensemble dans la société ». Cette interprétation se place bien avant « l'apprentissage de la liberté de conscience » (45 %) ou encore « celui de l'autonomie du jugement fondé sur la raison » (18 %). Perte du sens premier de la laïcité ? Luc Bérille, secrétaire général du SE-UNSA, y voit plutôt une actualisation de la notion. « Nous ne sommes plus, aujourd'hui, dans une laïcité de combat, note-t-il. Même si rien n'est jamais définitivement acquis, en France, la liberté de conscience est un fait. Les enseignants insistent sur ce qu'ils veulent voir progresser. » À l'heure où beaucoup témoignent des difficultés à enseigner à un public hétérogène, cette définition traduit, selon lui, « un fort besoin de cohésion sociale ».

Les propositions avancées pour consolider la laïcité étayent cette analyse : 53 % des étudiants interrogés estiment qu'il faut « favoriser l'accès aux écoles publiques de proximité » et 51 % qu'il faut « améliorer la mixité sociale ». Le contenu des enseignements est lui aussi mis en avant : 39 % pensent que « l'enseignement de l'histoire doit davantage intégrer l'esclavage, la colonisation, la décolonisation et l'immigration ». Enfin, 33 % souhaitent que la formation à la laïcité soit développée dans les IUFM.

Car c'est ici qu'apparaissent les points noirs. Si 82 % des étudiants déclarent que la laïcité a été abordée au cours de leur formation, dans 77 % des cas, cela n'a été que ponctuel. Seuls 15 % disent avoir bénéficié d'un module spécifique. Quant aux 18 % qui n'ont pas du tout abordé la question, une majorité se destine à l'enseignement secondaire, où la question se pose pourtant avec acuité. Enfin, 54 % des futurs enseignants s'estiment mal préparés à faire appliquer la loi de 2004. Au final, le SE-UNSA, qui tiendra un colloque sur ce thème demain mercredi, se dit rassuré par des réponses qui démontrent « la maturité de ces jeunes, qui seront les profs des trente prochaines années ».

Marie-Noëlle Bertrand

*Page imprimée sur <http://www.humanite.fr>
© Journal l'Humanité*

Imprimer